

Dernière mise à jour
Octobre 2024

**Cahier des charges des
techniques de retrait de
l'endive**

**OCM
Techniques de retrait
respectueuses de
l'environnement**

1- Caractéristiques du produit :

Le produit pouvant être soumis au retrait est un chicon sans sa racine. Le potentiel d'apport moyen au sol en équivalents fertilisants est présenté dans le tableau ci-dessous :

	N (kg)	P₂O₅ (kg)	K₂O (kg)	CaO (kg)	MgO (kg)
10 T	16 à 18	≈ 8	≈ 21	≈ 8	≈ 2
50 T	80 à 90	≈ 40	≈ 103	≈ 40	≈ 10
65 T	100 à 115	≈ 52	≈ 137	≈ 52	≈ 13

2- Les procédés de dénaturation :

➤ Ecrasement des produits par chute : les caisses ou les emballages contenant les chicons sont retournés.

OU

➤ Application de solutions dénaturantes

Ces produits doivent permettre de rendre les produits impropres à la consommation humaine tout en préservant, le cas échéant, une utilisation en alimentation animale. Les substances utilisables doivent être sans danger pour l'environnement et sans risque pour le milieu dans leur mise en œuvre.

Destination	Produits de synthèse		Produit naturel
	Bleu de méthylène	Bleu patenté V (E131) Vert brillant BS (E142)	Huile de foie de morue
Alimentation animale	NON	OUI	OUI
Destruction	OUI		

3- Epandage :

a. Apports

Trois solutions sont ensuite envisageables :

- L'épandage direct du produit à détruire
- Le stockage temporaire des chicons avec éventuellement les autres déchets de l'endiverie qui permet d'attendre l'interculture avant épandage
- Le compostage qui est une solution qui limite les nuisances olfactives durant le stockage et l'épandage. Il consiste à dégrader la matière organique par une oxydation biologique en condition aérobie grâce à des populations de micro-organismes.

➤ **Recommandations particulières**

L'épandage doit être effectué sur une parcelle ne recevant pas ensuite de cultures d'endives si les chicons ont été mélangés avec les autres déchets de l'endiverie. Il doit être réalisé de façon très homogène sur l'ensemble de la parcelle destinée à cet usage, pour bien répartir la charge par rapport à la superficie.

b. Conditions minimales à respecter :

Les apports doivent être en cohérence avec les arrêtés relatifs au programme d'actions nitrates à mettre en œuvre obligatoirement en zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole. Notamment, l'organisation de producteurs devra respecter les périodes d'interdiction et les limitations d'épandage basées sur l'équilibre de la fertilisation azotée.

c. Plafond à l'hectare :

Des obligations concernant les charges maximales à l'hectare peuvent s'appliquer localement notamment si l'épandage est réalisé sur des parcelles situées en zones vulnérables ou de zones de captage (eau potable). **Il est donc impératif avant toute campagne d'épandage de contacter les services publics locaux compétents pour connaître les quantités maximales d'azote qui ont pu être fixées par arrêté préfectoral ou municipal.** Le plan de fumure (minéral et organique), obligatoire en zones vulnérables, doit tenir compte de toutes les origines d'azote apportées à la culture, et ajusté aux besoins. Donc, les fertilisants issus des apports d'endives de retrait doivent être inclus dans le plan de fertilisation de cette culture et consignés dans le cahier d'enregistrement des pratiques réalisées par le producteur, dont il sera fait état dans les recommandations techniques de l'OP (règles de production).

La quantité d'endives à épandre dans la parcelle préalablement agréée sur le plan environnemental par la DDT compétente sera fonction des besoins moyens en azote des cultures suivantes susceptibles d'être mises en place dans la parcelle.

En dehors du cas où une réglementation locale ou référence peut s'appliquer la quantité maximale d'épandage recommandée est de **65t / ha et par an** en étalement d'endives sur les parcelles désignées.

d. Enregistrement des épandages :

L'OP tient à jour un fichier de tous les sites sur lesquels sont épandus des produits. Toutes les opérations d'épandage sont répertoriées dans un document (annexe n° 3 de la notice de procédure à l'usage des OP et des AOP). Il est conservé au siège de l'OP et doit pouvoir être présenté, à tout moment, aux services chargés des contrôles.

FranceAgriMer peut pratiquer des contrôles physiques des parcelles destinées à l'épandage des produits. Il vérifie notamment la conformité des opérations d'épandage avec les déclarations figurant dans les fiches d'épandage.

En cours ou en fin de campagne, FranceAgriMer peut effectuer, par sondage, des analyses de sols afin de vérifier l'absence de risque pour l'environnement et particulièrement le respect des prescriptions du cahier des charges des méthodes d'épandage respectueuses de l'environnement établi par le Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes.